



Lundi 11 novembre 2024

Aux États-Unis aussi, l'avenir est à la lutte de classe

Donald Trump pavoise. Il est élu président des États-Unis avec cette fois non seulement la majorité des grands électeurs, mais la majorité des voix dans le pays. Ses partisans ont décroché en même temps la majorité au Sénat et conserveront probablement la majorité à la Chambre des députés.

Victoire de Trump... ou déroute des Démocrates ?

La « victoire politique jamais vue » aux États-Unis dont Trump se flatte a été obtenue... en faisant seulement 200 000 voix de plus que lors de sa défaite de 2020. Si Trump a été élu, c'est d'abord que son adversaire démocrate a perdu 10 millions des voix obtenues par le président sortant Joe Biden il y a quatre ans. Kamala Harris ne les a pas perdues toute seule. C'est tout le Parti démocrate au pouvoir qui a été sanctionné.

Harris vantait la bonne santé de l'économie américaine, sa croissance insolente. Ses partisans (dis)qualifiaient de « fake news » trumpistes les critiques sur la pauvreté croissante d'un grand nombre d'Américains de milieu modeste. Mais l'inflation est une réalité : +25 % sur les prix alimentaires, +54 % sur le logement, +61 % sur l'énergie depuis 2019 ! La seule catégorie où les Démocrates ont fait plus de voix qu'il y a quatre ans, c'est celle des ménages gagnant plus de 200 000 dollars par an, qu'on peut comparer à un salaire net mensuel de 10 000 euros en France. C'est dire si les Démocrates ont servi les riches et les capitalistes ces quatre dernières années.

Trump est l'ennemi de tous les travailleurs

Trump servira les nantis et les gavés aussi bien. Il promet de régler rien de moins que tous les problèmes des Américains. Mais il confie au milliardaire raciste et fascisant Elon Musk le soin de passer les services publics à la tronçonneuse. Il parle de liberté, mais menace de prison – voire pire – tous ceux et celles qui ne partagent pas sa vision raciste et misogyne du monde, ou sa négation du changement climatique.

Il promet un « âge d'or »... qui sera d'abord fait de l'enfer des immigrés. S'il menace de les rafler et de les expulser par millions, y compris certains qui n'ont plus aucune attache dans leur pays d'origine, c'est pour les terroriser, les pousser à raser les murs et se laisser exploiter en silence. C'est donc pour affaiblir tous les travailleurs face à leurs employeurs. C'est pour diviser cette classe ouvrière américaine qui relève la tête et pourrait très bien retourner sa colère... contre la nouvelle équipe au pouvoir.

Vive les luttes de nos frères et sœurs de classe !

En France, certains d'entre nous, travailleurs, reprochent à tous les Américains pris en bloc les crimes de leurs dirigeants partout sur la planète. Ils confondent antiaméricanisme et anticapitalisme. Depuis un an, une série de grèves majeures ont montré que les travailleurs des États-Unis, natifs et immigrés, Blancs et Noirs, hommes et femmes, au coude-à-coude ont réussi à imposer des hausses de salaire substantielles : 40 % dans l'automobile, 38 % chez Boeing, et 62 % chez les dockers. Certes, aussi impressionnants soient ces chiffres, ils ne sont qu'un rattrapage des pertes liées à des années de salaires bloqués.

Mais justement, après des années à suivre des dirigeants syndicaux prêchant l'entente avec les patrons, les travailleurs reprennent le chemin de la lutte. Or, l'élection américaine montre qu'il n'y a pas d'ami du monde du travail parmi les prétendants au pouvoir. Aux États-Unis comme en France, il manque aux travailleurs un parti capable de rivaliser avec les 50 nuances de partis bourgeois. Pas pour leur disputer des places dans les institutions au service des patrons et des riches, mais pour organiser la prise du vrai pouvoir : celui de diriger la société.



Retrouve tous nos éditos et articles en ligne sur notre site internet avec ce QR-Code

Grève et rassemblement du 12 novembre : un début pour notre lutte collective !

Nous avons bien raison d'avoir montré notre colère mardi dernier à l'occasion d'une journée de grève appelée contre l'ouverture à la concurrence. Des collègues de la SNCF sont venus exprimer leur soutien, car les attaques patronales sont les mêmes ! Et qu'on se retrouve à travailler pour Keolis, Cap Ile-de-France ou Transdev, nous restons collègues avec des intérêts communs : ceux de défendre l'amélioration de nos conditions de travail et des augmentations de salaires. Quel que soit le nom de l'entreprise sur notre gilet, c'est la concurrence organisée des patrons et pas la nôtre ! Alors c'est dès maintenant, pour éviter les négociations au rabais dépôt par dépôt qu'il faut qu'on s'organise.

La mise en concurrence de lots de bus RATP n'est pas la concurrence entre les travailleurs !

Face à cette division organisée à grande échelle, c'est notre mobilisation qui peut imposer nos revendications. C'est à nous, grévistes, travailleurs de l'exprimer sur nos rassemblements, car ce ne sont pas les représentants politique – même de gauche – qui gagneront face aux patrons. Il n'y a pas de sauveurs mais des mobilisations et elles existent, isolées les unes des autres pour l'instant, mais à nous d'organiser la riposte en se coordonnant partout où c'est possible !

Retrouve notre article sur la situation avec ce QR code ou sur notre site !



Même pas de quoi se payer un café

La direction propose une augmentation de la prime de nuit : 30 centimes par nuit maintenant et 1 euro dans 3 ans. C'est une vraie provocation ! Non seulement nos salaires sont rongés par l'inflation qu'on soit de jour ou de nuit, mais la pénibilité du travail de nuit n'est pas reconnue. La grève ça donne des insomnies à Castex et aux chefs et c'est le meilleur moyen pour obtenir nos revendications. Alors on a bien raison de se mettre en grève ou de soutenir les collègues de nuit mercredi 20 novembre et de se retrouver à 23h devant Lyby !

On pourrait y aller tous ensemble !

A la SNCF, les travailleurs rencontrent la même actualité que nous avec le passage du Fret SNCF à des entreprises privées ! Les fédérations syndicales cheminotes CGT, SUD Rail, UNSA et CFDT appellent à une grève nationale le 21 novembre. Elles proposent de lutter contre le transfert au privé des collègues de Fret SNCF (4500 collègues), de ceux visés par l'ouverture à la concurrence du transport voyageurs (des milliers nationalement) et pour un investissement dans le réseau ferroviaire. Les revendications mises en avant par les fédérations syndicales visent surtout à obtenir des négociations avantageuses de leur point de vue. Pour les travailleurs, quel que soit le contrat de travail, au statut, en CDI, en CDD ou en Intérim, les intérêts communs à défendre sont nos conditions de travail et nos salaires – comme les travailleurs de la RATP, du transport et les travailleurs en général. Dès le 21 novembre, les

travailleurs peuvent montrer ensemble à la direction SNCF et aux patrons que nous sommes prêts à défendre notre avenir. A nous de prendre en main cette mobilisation à venir !

Le Fret démantelé

Les dirigeants de l'Union européenne et de la France, avec la direction de la SNCF, ont atteint leur objectif : finir de liquider Fret SNCF. La Commission européenne a ouvert une procédure contre l'État français pour des aides financières prétendument non conformes aux règles de la concurrence. Fidèle à sa logique de concurrence et de dégradations sociales, la SNCF a saisi l'occasion au bond pour entériner la fin de Fret SNCF. Le couperet tombera le 1er janvier 2025 : Fret SNCF sera démantelée, remplacée par deux nouvelles sociétés, et 500 emplois disparaîtront. Tout ça à l'heure où la crise écologique réclamerait l'exact opposé. Mais les profits du patronat ferroviaire n'ont que faire de la planète ou des travailleurs

À Auchan, Michelin, dans l'automobile et la chimie, combattre les licenciements !

Michelin et Auchan viennent d'annoncer la suppression de plus de 3 600 emplois. Michelin, qui annonce la fermeture des sites de Cholet (950 salariés) et de Vannes (300 salariés) avec 2 milliards de bénéfices net cette année n'est pas plus « en difficulté » que la famille Mulliez, propriétaire d'Auchan qui menace 2 500 emplois. Aucune de ces deux entreprises ne parle de délocalisations : gains de productivité, compétition internationale, augmentation et rentabilité suffisent à tout justifier. Les annonces s'accumulent dans l'automobile, dans la chimie, l'aéronautique et la grande distribution. Pas moins de 150 000 emplois menacés en France... Tous en même temps, s'inquiètent le patronat et le gouvernement ! Alors oui, comme ils le redoutent, c'est bien le « tous ensemble » qui permettra aux ouvriers d'obtenir des indemnités acceptables, le maintien des sites et surtout des emplois. Entreprise par entreprise, site par site, ils risquent d'être vaincus. Mais en se coordonnant, ils pourraient construire un rapport de force qui rende crédible jusqu'à l'interdiction des licenciements !

« Nos bottes pleines de boue, vos mains pleines de sang »

Une foule d'au moins 130 000 personnes a manifesté dans les rues de Valence samedi soir, jusqu'aux portes de la Généralité, siège du gouvernement local. Aux cris de « assassins », « démission », les habitants, meurtris par les inondations dévastatrices de la semaine passée qui ont fait plus de 220 morts, ont exprimé leur colère face aux négligences des autorités dans la gestion de la crise. Chacun en pris pour son grade : le gouvernement local de droite qui a lancé l'alerte beaucoup trop tard, comme le gouvernement central socialiste qui n'a pas voulu prendre d'initiatives pour ne pas empiéter sur les plates-bandes du gouvernement régional, ou les patrons qui ont obligé leurs salariés à continuer à travailler malgré la tempête. Tout un monde qu'il faudra aussi déblayer, après la boue et les décombres.